



LES FILLES DANS LA CRISE :

VOIX DU SAHEL



CONTENU

RÉSUMÉ ANALYTIQUE	1
Recommandations	1
INTRODUCTION	2
CONTEXTE	3
CE QUE NOUS AVONS APPRIS	5
Les filles sont traumatisées et vivent dans la peur	5
Pour les filles, l'éducation est importante : la destruction des écoles	6
Les filles ont peu de contrôle sur leur propre vie	8
Les filles veulent gagner de l'argent	12
Espoir et résilience : vers un avenir meilleur	13
CONCLUSION	14
RECOMMANDATIONS	15
NOTES DE FIN DE DOCUMENT	19
REMERCIEMENTS	20

Veillez noter qu'aucune des filles dont la photo paraît dans le présent rapport n'étaient des membres de ce projet de recherche.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La présente étude a été menée auprès d'adolescentes, de leurs familles et de leurs communautés dans la région sahélienne du Burkina Faso et du Mali, où les populations sont confrontées à une crise longue, complexe et violente. L'étude est principalement axée sur les droits et les voix des adolescentes.



Claire, âgée de 13 ans, est une jeune du Burkina Faso parrainée par Plan International.

(©Plan International)

PRINCIPALES CONCLUSIONS

LES ADOLESCENTES VIVENT DANS LA PEUR, ET L'INSTAURATION DE LA PAIX EST LEUR PRIORITÉ

L'insécurité généralisée affecte tous les aspects de leur vie – l'éducation, la santé, l'alimentation et les moyens de subsistance. À la crainte des hommes armés s'ajoute la violence « quotidienne » à leur domicile et dans l'ensemble de la communauté.

POUR LES FILLES, L'ÉDUCATION EST IMPORTANTE

Car non seulement elle les protège aujourd'hui, mais elle leur donne également de l'espoir pour l'avenir.

LES FILLES PRIVILÉGIENT LES INFORMATIONS SUR LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE

Elles ont besoin de pouvoir accéder à un soutien psychosocial.

L'ÉPANOUISSEMENT DES FILLES EST FREINÉ PAR LES NORMES ET LES ATTITUDES RESTRICTIVES DE LEURS FAMILLES ET COMMUNAUTÉS

Les mariages précoces et la valeur inférieure accordée à leur éducation ne font que limiter encore leurs opportunités. Les adolescentes sont très peu consultées lors des prises de décisions qui touchent leur vie.

LES FILLES ATTACHENT DE L'IMPORTANCE À LEURS PROPRES MOYENS DE SUBSISTANCE

Elles veulent gagner de l'argent, contribuer au bien-être de leur famille et être en mesure d'assurer leur propre avenir.

Recommandations

Les adolescentes ont parlé de leurs besoins et de leurs inquiétudes, mais elles ont également évoqué leurs espoirs : elles sont pleines d'ambition et, en soi, cette capacité à envisager un avenir meilleur représente une source de force. Les recommandations qui suivent reposent sur ce que les filles nous ont dit concernant leurs expériences. Elles visent à défendre les droits des filles et à renforcer les capacités qui leur permettront de contribuer à reconstruire leur vie :

- Les gouvernements et la communauté internationale doivent privilégier les négociations de paix, respecter l'État de droit et se conformer aux normes et engagements internationaux en faveur des droits humains.
- Les écoles, les enseignants et les élèves doivent être protégés et les obstacles spécifiques qui entravent l'accès des adolescentes à l'éducation doivent être reconnus et éliminés.
- L'accès à l'information sur la santé sexuelle et reproductive, aux contraceptifs et aux médicaments essentiels doit être une priorité des organisations d'aide humanitaire et des autorités locales, de même que les services dont doivent bénéficier les filles et les femmes enceintes.
- La discrimination de genre doit être contrée, notamment en promouvant un changement des attitudes et des comportements par des activités de mobilisation communautaire et d'engagement auprès des garçons adolescents et des hommes afin qu'ils défendent les droits des filles.
- Les moyens de subsistance – les opportunités dont disposent les adolescentes pour gagner de l'argent – doivent être préservés et des formations professionnelles et une assistance aux petites entreprises doivent être mises à disposition.

INTRODUCTION

La série d'études **Les filles dans la crise**¹ repose et est axée sur les voix et les expériences de filles à risque dans certains des endroits les plus instables et les plus pauvres au monde. Cette dernière étude met l'accent sur la crise prolongée dans la région du Sahel et présente des filles et des femmes touchées par la violence et l'insécurité au Burkina Faso et au Mali. L'étude comprend également des entretiens avec des adolescents, des parents et des tuteurs ainsi qu'avec d'autres membres clés de leurs communautés, le but étant de mieux comprendre le contexte social et les attentes qui forgent les expériences des filles et déterminent leur vie.

Très peu d'éléments factuels sont disponibles sur la situation des adolescentes dans ce contexte de conflit, et leurs besoins spécifiques sont ignorés et insatisfaits. Leur âge et leur sexe les rendent particulièrement vulnérables à la violence environnante, qu'un grand nombre d'entre elles ont connue toute leur vie et qui touche tous les aspects de leur existence. Toutefois, leurs voix sont rarement entendues et leurs droits à la sécurité, l'éducation et la santé – qui, même dans les circonstances les plus favorables, ne sont pas protégés – sont rarement défendus dans les périodes les plus difficiles.

Les filles ont le droit d'être consultées sur leurs besoins et priorités, et une meilleure compréhension des expériences des adolescentes en temps de crise, dans différents contextes, permettra au secteur humanitaire d'établir une base de travail solide en leur faveur. Notre projet d'étude cherche à approfondir cette compréhension, en se focalisant non seulement sur les domaines de préoccupations des adolescentes, mais également sur les moyens positifs par lesquels elles font face aux situations qu'elles affrontent tout en tout en s'efforçant de soutenir leurs communautés.

L'étude passe en revue la perspective d'adolescentes de deux groupes d'âge (respectivement de 10 à 14 ans et de 15 à 19 ans) sur l'impact spécifique que la crise a eu sur elles. Il s'agit de comprendre et de déterminer les facteurs qui ont le plus d'impact sur l'insécurité des adolescentes au Sahel, la manière dont elles font face à cette insécurité et les changements positifs qui pourraient les aider à se sentir plus en sécurité.



C'est la santé quand nous sommes heureuses, car si nous ne sommes pas heureuses, rien n'avance.

UNE FILLE DU GROUPE DES 10 À 14 ANS À TOUGAN, AU BURKINA FASO



Nakani, âgée de 11 ans, verse de l'eau dans un seau chez elle, dans le sud-ouest du Mali.

(©Plan International)



CONTEXTE

« La région du Sahel met les responsables politiques mondiaux face à un nombre considérable de graves difficultés – des États fragiles, la pauvreté, des réfugiés et des migrants, la criminalité transnationale organisée et des rebelles djihadistes armés.² »

MORTEN BOAS, PROFESSEUR CHARGÉ DE LA RECHERCHE À L'INSTITUT NORVÉGIEN DES AFFAIRES INTERNATIONALES

En 2019, les coordinateurs résidents et humanitaires pour le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont averti que la crise au Sahel « atteignait des niveaux sans précédent³ ». La situation déjà instable s'est envenimée avec les tensions intercommunautaires de longue date et les attaques violentes répétées par des groupes armés non étatiques qui ont fait plusieurs milliers de morts et considérablement affecté la prestation de services essentiels, dont l'éducation, la santé, l'alimentation, l'eau et les abris. Au Mali, la sécheresse persistante n'a fait qu'exacerber cette situation. Toutes ces difficultés ont entraîné une hausse record du nombre de personnes déplacées dans leur propre pays et de réfugiés arrivant dans des communautés d'accueil qui éprouvent déjà des difficultés avec un état d'urgence complexe.



LA CRISE DU SAHEL

BURKINA FASO

7 000%

AUGMENTATION DU NOMBRE DE MORTS PARMI LES CIVILS

NOMBRE DE PERTES CIVILES EN 2019⁴ PAR RAPPORT À 2018



MALI

300%

AUGMENTATION DU NOMBRE DE MORTS PARMI LES CIVILS

848 329

PERSONNES DÉPLACÉES DANS LEUR PROPRE PAYS



PLUS DE **239 000**

PERSONNES DÉPLACÉES DANS LEUR PROPRE PAYS

BURKINA FASO

MALI



3.7 MILLIONS DE PERSONNES

SONT CONFRONTÉES À DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE⁷

7.5 MILLIONS DE PERSONNES

ONT BESOIN D'UNE AIDE D'URGENCE⁸



BURKINA FASO

2 500

ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES SONT FERMÉS EN RAISON DE L'INSÉCURITÉ⁹ (AVANT QUE LE COVID-19 NE CONDUISE À D'AUTRES FERMETURES)



MALI

1 100

ÉCOLES ONT CESSÉ DE FONCTIONNER⁹ (AVANT QUE LE COVID-19 NE CONDUISE À D'AUTRES FERMETURES)



Femmes et enfants faisant la queue pour de l'eau dans le camp de Mentaô au Burkina Faso.
(©Plan International)

Il était prévu que l'étude au Burkina Faso et au Mali mettrait l'accent sur les principales questions identifiées par les adolescentes dans l'étude précédente de Plan International sur les crises prolongées : la sécurité et la violence, l'éducation, la santé, **la participation, la représentation et la visibilité**. Deux sujets supplémentaires – **le travail et les moyens de subsistance, et les besoins essentiels insatisfaits** – ont émergé du processus de recherche et ont été inclus dans l'étude actuelle.

Il deviendra de plus en plus évident que ces catégories ne sont pas étanches. Ce qui ressort de l'étude est un ensemble de risques reliés entre eux auxquels les filles sont exposées dans des situations d'urgence, avec la présence inexorable de la violence dans toutes leurs expériences – compromettant leurs droits humains et leur sécurité.¹⁰ **C'est l'influence des normes sociales et de genre puissantes et néfastes qui façonnent la vie de chaque fille : elles sous-tendent tous les aspects de la vie et fournissent des informations dans tous les domaines de la recherche.**

« *Souvent, nous ne pouvons pas faire ce que nous voulons, parce que nous ne nous appartenons pas.* »

UNE FILLE DU GROUPE DES 10 À 14 ANS À KONGOUSSI, AU BURKINA FASO

Notre étude a été menée juste avant la crise mondiale du Covid-19, et les conséquences du virus n'y figurent pas. Toutefois, si la pandémie suit le même cours que dans d'autres pays, il est certain que la perte d'éducation et des moyens de subsistance, le manque de nourriture, la pression sur les services de santé, la recrudescence des violences fondées sur le genre et la restriction des mouvements exacerberont les risques pour les filles du fait que le virus augmentera leurs responsabilités et limitera davantage leurs opportunités.¹¹

MÉTHODOLOGIE

Lieux de la recherche

Les données ont été collectées en février 2020 dans 8 endroits : Bandiagara, Bankass, Diré et Gourma Rharous au Mali et Tougan, Bomborokuy, Kongoussi et Pissila au Burkina Faso.

Pour l'étude, différentes méthodes sont utilisées

Un total de 72 discussions de groupe comportant 6 à 12 participants du même sexe ont été menées dans les deux pays auprès de 560 adolescents, dont 412 filles et 148 garçons, ainsi qu'avec 151 parents et tuteurs. Par ailleurs, un total de 123 entretiens ont été réalisés avec des informateurs clés : des adolescentes, des leaders communautaires, des représentants des autorités locales, des organisations communautaires et des organisations non gouvernementales (ONG). 67 de ces entretiens se sont déroulés avec le concours d'adolescentes. Nous avons également mené une enquête quantitative dans les deux pays, auprès d'un total de 378 adolescentes.

Éthique

Plan International a sollicité l'approbation d'un examen par des pairs indépendants concernant les outils et la méthodologie avant le lancement de la collecte de données, et les protocoles d'éthique ont été soumis aux comités nationaux d'éthique des deux pays. Les évaluations des risques à l'échelle locale ont été menées avec des équipes de sécurité et de protection dans les deux pays, et les risques ont fait l'objet d'un suivi continu. Les principes en matière de confidentialité, d'anonymat et de consentement éclairé ont été appliqués, et l'étude était pleinement conforme à la Politique mondiale de Plan International sur la protection des enfants et des jeunes.

CE QUE NOUS AVONS APPRIS

LES FILLES SONT TRAUMATISÉES ET VIVENT DANS LA PEUR



Je suis triste, car j'ai été chassée de chez moi de force par les terroristes.



UNE FILLE DANS UN GROUPE DE DISCUSSION DE 14 À 19 ANS AU BURKINA FASO

L'instauration de la paix relève de la plus haute priorité si l'on veut que les familles et les communautés puissent reconstruire leur vie un jour. Des milliers d'enfants ont été déplacés de force et de nombreux témoignages de parents au Mali et au Burkina Faso indiquent que leurs enfants – filles et garçons – sont traumatisés par les actes de violence auxquels ils ont assisté et qu'ils ont peur de ce qui pourrait leur arriver. Ainsi que l'a expliqué un leader communautaire au Burkina Faso : « *les tueries et les blessures infligées devant les enfants les ont traumatisés, ils avaient très peur, car ces enfants n'avaient jamais vécu dans une telle situation* ».

À Tougan, des filles déplacées ont été séparées de leurs parents, ce qui exacerbait leur frayeur : « *J'ai peur la nuit. Pas pendant la journée. J'ai peur, car la nuit il y a beaucoup de choses qu'on ne peut pas voir parce qu'il y a des djihadistes là-bas. Si je sors, j'ai peur d'en rencontrer un et qu'il me tue* » Une jeune femme de 19 ans à Tougan, au Burkina Faso.

Un groupe de garçons au Burkina Faso a déclaré aux chercheurs : « *Un adolescent a peur de voir un adulte mourir devant lui* ». D'autres ont indiqué qu'ils avaient du mal à dormir : « *La nuit, nous discutons entre nous et nous rentrons ensuite dormir chez nous. En réalité, nous n'arrivons pas à dormir. Nos oreilles sont à l'affût des bruits extérieurs au cas où il y aurait un problème, afin de pouvoir s'échapper* ».

Dans les zones où les enfants déplacés vont à l'école avec des enfants des communautés d'accueil, leurs craintes peuvent être contagieuses. « *Des enfants nous disent : "Maman, nous avons des amis qui sont venus ici parce qu'ils ont été chassés de leur village avec leurs parents". Cette situation fait très peur à nos enfants* » (Des mères à Tougan, au Burkina Faso).

« Nous avons trop peur... »

Au Mali, la mobilité de tous les citoyens est limitée en raison d'attaques. À Gourma Rharous, des adolescentes ont expliqué qu'elles voulaient aller au marché, ramasser du bois pour le feu ou rendre visite à leurs parents dans le village voisin, mais elles ont trop peur : « *On entend souvent des tirs. C'est ce qui m'a réveillée ce matin, par exemple* ».

Les hommes armés et l'insécurité omniprésente ont un impact sur l'accès aux besoins essentiels. Dans certaines zones, les aliments sont plutôt inaccessibles que rares : il est dangereux d'aller dans les champs ou au marché. Étant donné que les points d'eau proches des habitations sont détruits, les filles sont exposées à davantage de risques quand elles vont chercher de l'eau.

À Diré, des jeunes femmes ont souligné : « *Nous n'avons pas le droit de nous promener entre les villages comme auparavant* » et il y a un couvre-feu la nuit. À Gourma Rharous, une jeune de 18 ans a déclaré : « *J'ai peur de me faire enlever* », et d'autres ont renchéri : « *J'ai peur que quelqu'un surgisse de nulle part et me fasse du mal* ». Un homme travaillant dans une mairie locale a confié : « *Tout le monde a peur de sortir la nuit, surtout les filles. Les garçons sont plus courageux et prennent des risques* ». Dans certaines zones, face aux attaques terroristes, les filles ont indiqué qu'elles ne se sentent plus en sécurité quand des groupes de défense locaux sont mis en place pour protéger les villages.

La violence au quotidien

La majorité des filles interrogées au Mali ont indiqué qu'elles se sentaient en sécurité chez elle, tandis qu'au Burkina Faso, près de la moitié des personnes interrogées ont déclaré se sentir en danger et 11 % ont dit avoir été frappées par leur père ou leur frère au cours du mois précédent. Les filles dans les deux pays ont parlé d'incidents violents, souvent lorsqu'elles parcourent de longues distances pour chercher de l'eau, et 21 % d'entre elles ont évoqué des comportements agressifs et des insultes.



Nous nous connaissons tous, mais pour aller chercher de l'eau à la pompe, c'est chacun pour soi, Dieu pour tous.



FILLE DANS UN GROUPE DE DISCUSSION DE 15 À 19 ANS, BANDIAGARA, MALI

La violence et la crainte de la violence font partie du quotidien des adolescentes, et elles doivent également affronter leur vulnérabilité face à « *la violence quotidienne fondée sur le genre* », dont les mariages forcés, le viol conjugal, la violence physique et sexuelle ou l'exploitation sexuelle, qui augmente dans les situations de crise.¹²



Le mariage nous effraie. Nous avons peur de nous marier avec un homme qui nous battra.



UNE FILLE DANS UN GROUPE DE DISCUSSION DE 15 À 19 ANS À BOMBOROKUY, AU BURKINA FASO

Dans leur quotidien, les filles sont privées de leurs droits, et cette situation est pire dans les contextes de crise où les écoles sont fermées, les informations et les dispositifs d'appui sont très limités et les tensions sont élevées.

POUR LES FILLES, L'ÉDUCATION EST IMPORTANTE : LA DESTRUCTION DES ÉCOLES

« [La crise] m'a touchée, car elle a frappé Gombélé. Ils disent qu'ils vont brûler les écoles. Alors, ils m'ont amenée à Bomborokuy. »

UNE FILLE DANS UN GROUPE DE DISCUSSION DE 10 À 14 ANS À BOMBOROKUY, AU BURKINA FASO

Les écoles ont fait partie des principales cibles des attaques terroristes au Mali et au Burkina Faso, et un grand nombre de celles-ci sont encore fermées. Dans certaines régions, bien qu'ils aillent encore à l'école, les enfants, de même que leurs enseignants, ont souvent peur. Une fille a expliqué qu'une fois, il y avait eu une explosion pendant qu'elle se rendait à l'école, alors elle veut que la route soit sûre. À Gourma Rharous, une fille a déclaré : « J'ai peur d'aller à l'école ; on nous attaque dans la cour ».



DANS LES PAYS TOUCHÉS PAR UN CONFLIT, LES FILLES SONT 2,5 FOIS PLUS SUSCEPTIBLES DE SE RETROUVER DÉSCOLARISÉES¹³

Le fermeture des écoles du village force les élèves à parcourir de longues distances et, souvent, à rester loin de chez eux, ce qui n'est pas une solution acceptable pour les parents des filles : « Nous savons que, dans la ville de Tougan, des garçons se sont réunis pour habiter ensemble dans une maison et qu'ils continuent d'aller à l'école. D'autres ont trouvé un logement à louer. Mais ce n'est pas aussi simple pour les filles, car des filles qui vivent seules sont exposées à des risques. Ainsi, certains parents préfèrent que leurs filles restent [au village] » Un maire, au Burkina Faso.

Les adolescentes, tant dans les communautés d'accueil que parmi les populations déplacées, ont fait preuve d'un intérêt vif pour les études et se sont dites déçues que leur situation actuelle les empêche d'aller à l'école ou d'avoir accès à des formations professionnelles.

« Je vais à l'école parce qu'il y a beaucoup de choses que j'aime à l'école : j'aime tous les enseignants qui y sont, ils font bien leur métier, c'est pour cette raison que je les aime bien. »

UNE FILLE DE 16 ANS À BOMBOROKUY, AU BURKINA FASO

Selon les adolescentes, ce n'est pas seulement le conflit, la pauvreté et l'insécurité qui ont un impact sur leur scolarité, mais également la discrimination préexistante.



Kadia, âgée de 14 ans, chez elle, dans la région de Koulikoro, au Mali.

(©Plan International)

« Ici, les gens n'aiment pas que nous allions à l'école. Ils nous donnent en mariage dès notre plus jeune âge. »

UNE FILLE DE 14 ANS À GOURMA RHAROUS, AU MALI

Dans de nombreux lieux des deux pays où l'étude a été menée, si les filles ne vont pas à l'école, ce n'est pas seulement parce que les écoles ont été détruites ou à cause des risques qu'elles encourent en y allant, mais aussi parce qu'elles ont atteint un âge où, selon la coutume, elles doivent rester à la maison pour les empêcher de fréquenter des garçons.



ENVIRON UN TIERS DES FILLES VIVANT AU BURKINA FASO ET AU MALI N'ONT JAMAIS FRÉQUENTÉ L'ÉCOLE, OU Y SONT ALLÉES PENDANT UNE ANNÉE SEULEMENT.

Selon une fille de 14 ans interrogée au Mali, les maris des filles ne veulent pas les laisser aller à l'école, et une autre nous a dit que les filles sont souvent « données en mariage quand elles ont 13 ou 14 ans ». Des commentaires similaires ont été recueillis au Burkina Faso, et une fille de 15 ans a confié : « J'avais deux amies, elles sont tombées enceintes et ont abandonné l'école. Maintenant, elles vivent dans la maison de leurs maris ». À propos de ce qui se passe pour les garçons qui sont les auteurs des grossesses, elle a ri : « Il peut poursuivre les cours, la fille peut arrêter les cours ». Lorsqu'il lui a été demandé si les gens encouragent les filles à aller à l'école, elle a répondu : « Bien sûr, on l'encourage, mais sans réduire les corvées ménagères... »

Les adolescentes abandonnent également l'école pour quitter leur village et trouver un emploi en tant que travailleuses domestiques dans des villes proches. Trop souvent, elles le font dans le but de se marier, destinant l'argent gagné à leur trousseau de mariée.

Bien qu'une éducation pendant la préadolescence soit généralement appréciée des parents et largement encouragée, les normes sur les rôles des filles deviennent la priorité dès qu'elles atteignent la puberté, l'âge où elles risquent de tomber enceintes, ce qui compromet leur accès à l'éducation, quel que soit le contexte.

LES FILLES ÉPROUVENT DES DIFFICULTÉS POUR PRÉSERVER LEUR SANTÉ À LA FOIS PHYSIQUE ET MENTALE

Dans les communautés démunies, où la malnutrition est un problème chronique, la lutte pour rester en bonne santé n'est jamais simple. Et c'est bien plus difficile dans une crise telle que celle qui frappe le Sahel, où l'insécurité empêche souvent de répondre aux besoins essentiels. Les filles membres des communautés déplacées ont parlé de la faim, et une fille de 14 ans a expliqué qu'elle mange deux fois par jour et qu'elle se restreint au cas où il n'y aurait pas suffisamment de nourriture pour se déplacer. Une autre fille de 15 ans a dit que son grand frère, qui est infirmier, lui laisse de l'argent pour qu'elle puisse s'acheter de la nourriture, mais qu'elle ne mange qu'une fois par jour : « Souvent, si l'argent que me laisse mon grand frère n'est pas suffisant, j'ai peur de l'appeler et de lui en faire part, car je pense qu'il dirait que j'ai gaspillé l'argent ; alors, je préfère avoir faim ». La faim affecte le développement mental et physique et fait s'accumuler les problèmes futurs, sans parler de ses répercussions graves sur la capacité des personnes à faire face aux difficultés courantes.

Les adolescentes, notamment celles qui ont été déplacées, soulignent dans leurs entretiens qu'elles ont un accès restreint, voire aucun, aux informations sur la santé sexuelle et reproductive et, s'agissant de la santé mentale en particulier, leur accès à de tels services est limité. Dans les endroits où des centres de santé sont accessibles, un grand nombre de filles ont évoqué le coût des médicaments.

« *Quand on est malade, parfois, on n'a pas suffisamment d'argent ni les moyens de se rendre aux centres de santé... Quand on arrive à l'infirmerie, on peut nous donner une ordonnance qui dépasse nos moyens, et c'est également un problème pour nous.* »

UNE FILLE DANS UN GROUPE DE DISCUSSION DE 15 À 19 ANS À PISSILA, AU BURKINA FASO

Du fait de leur âge et de leur sexe, il en faut peu pour que leur santé soit également compromise par la violence fondée sur le genre, les abus sexuels et les grossesses précoces.



LES DÉCÈS PENDANT L'ACCOUCHEMENT SONT LA DEUXIÈME CAUSE DE MORTALITÉ DANS LE MONDE CHEZ LES FILLES DE 15 À 19 ANS¹⁴

Les grossesses précoces peuvent également déboucher sur des blessures potentiellement fatales et irréversibles telles que la fistule obstétricale, une affection courante chez les filles qui ne sont pas suffisamment matures physiquement pour accoucher.

« Il faut essayer de comprendre... »

Les filles peuvent manquer de connaissances sur leur corps. Souvent, elles n'ont pas la capacité ni les ressources pour accéder aux services de santé disponibles et obtenir des informations. Mais elles comprennent que c'est important.



Je ne sais pas tout, mais il faut essayer de comprendre pour ne pas avoir de problèmes. Nous pouvons en parler avec notre mère, mais il vaut mieux aller à l'hôpital pour savoir, car ensuite il sera possible de mieux en parler. [...] Il y en a d'autres aussi qui ont honte de demander, de poser des questions sur la façon dont les choses se passent, mais si on ne demande pas, on ne peut pas savoir.



UNE FILLE DE 15 ANS À TOUGAN, AU BURKINA FASO

L'impossibilité d'obtenir des informations essentielles, notamment dans le domaine de la santé sexuelle et de la menstruation, est largement exacerbée par les sentiments de gêne et de honte qu'éprouvent certaines filles. Une fille de 13 ans à Bandiagara au Mali ne savait pas du tout ce qu'était la menstruation, et une autre a déclaré : « souvent, nous avons honte ». Une fille de 17 ans interrogée au Mali a exprimé tout haut le sentiment d'un grand nombre de ses pairs, expliquant que selon elle, il est difficile d'obtenir des informations sur la sexualité, car elle se sent gênée d'aborder le sujet.

Une autre a confié aux chercheurs : « Les jeunes femmes découvrent la sexualité pour la première fois par curiosité ou parce qu'elles sont amoureuses d'un garçon, sans avoir d'informations. D'autres posent des questions. En ce qui concerne la contraception, nous demandons des conseils aux ONG, aux infirmières et aux bénévoles communautaires ».

Nombre des problèmes que rencontrent les filles – manque d'accès aux informations, absence de contraceptifs et complications en cours d'accouchement – ne sont pas causés par un conflit ou une catastrophe. Mais leurs conséquences sont bien pires dans les situations de crise. La pauvreté et la malnutrition augmentent, ainsi que les grossesses et les mariages précoces ; la santé mentale se détériore en raison de la peur, de l'insécurité et de la violence, et il est plus difficile de trouver de l'aide.



Si la sécurité est assurée, il n'y aura pas de djihadistes. Les ONG et les médecins seront libres de sensibiliser les filles, et celles-ci pourront rester en bonne santé.



UNE FILLE DE 17 ANS À GOURMA RHAROUS, AU MALI



Salimatou, âgée de 15 ans, chez elle, dans la région de Koulikoro, au Mali.

(©Plan International)

« Je ne suis pas encore mariée, j'ai peur de tomber enceinte et des mauvais présages. »

UNE FILLE DANS UN GROUPE DE DISCUSSION DE 15 À 19 ANS À GOURMA RHAROUS, AU MALI

LES FILLES ONT PEU DE CONTRÔLE SUR LEUR PROPRE VIE

« Nous sommes en Afrique. En général, une fille peut donner son avis, mais ce sont les hommes qui prennent la décision, elle n'a pas son mot à dire. »

UN MAIRE, AU BURKINA FASO

La série d'études Les filles dans la crise a montré que c'est dans les situations d'urgence que le contrôle des adolescentes est la plus stricte. Les parents protecteurs, la crainte accrue de la violence et l'augmentation des corvées ménagères viennent s'ajouter aux mesures de sécurité visant à confiner les filles chez elles. Dans la crise du Sahel, cette mobilité restreinte affecte tous les aspects de leur vie. Elles sont moins visibles dans leur communauté, et les décisions sur leur propre vie – concernant le mariage, le travail et l'éducation – sont principalement prises sans les consulter.

« Franchement, nous n'avons pas la possibilité de participer aux prises de décisions sur notre éducation. Ce sont nos parents qui prennent les décisions finales, ce sont eux qui décident si nous devons aller à l'école, ils décident de tout ce qui touche à notre éducation. »

FILLE DANS UN GROUPE DE DISCUSSION DE 10 À 14 ANS, BANDIAGARA, MALI

Les filles et les jeunes femmes sont également limitées par la croyance selon laquelle l'honneur de leur famille dépend de leur comportement sexuel, et elles doivent se comporter en conséquence.¹⁶

Au Mali l'âge légal pour se marier est 18 ans, mais la loi est souvent ignorée et, dans des situations de crise, où les écoles sont fermées, les mariages précoces deviennent une priorité pour les parents. Les filles semblent avoir peu de choix à cet égard :

« J'ai peur que mes parents ne donnent ma main à un homme que je n'aime pas, et des risques qui y sont associés. »

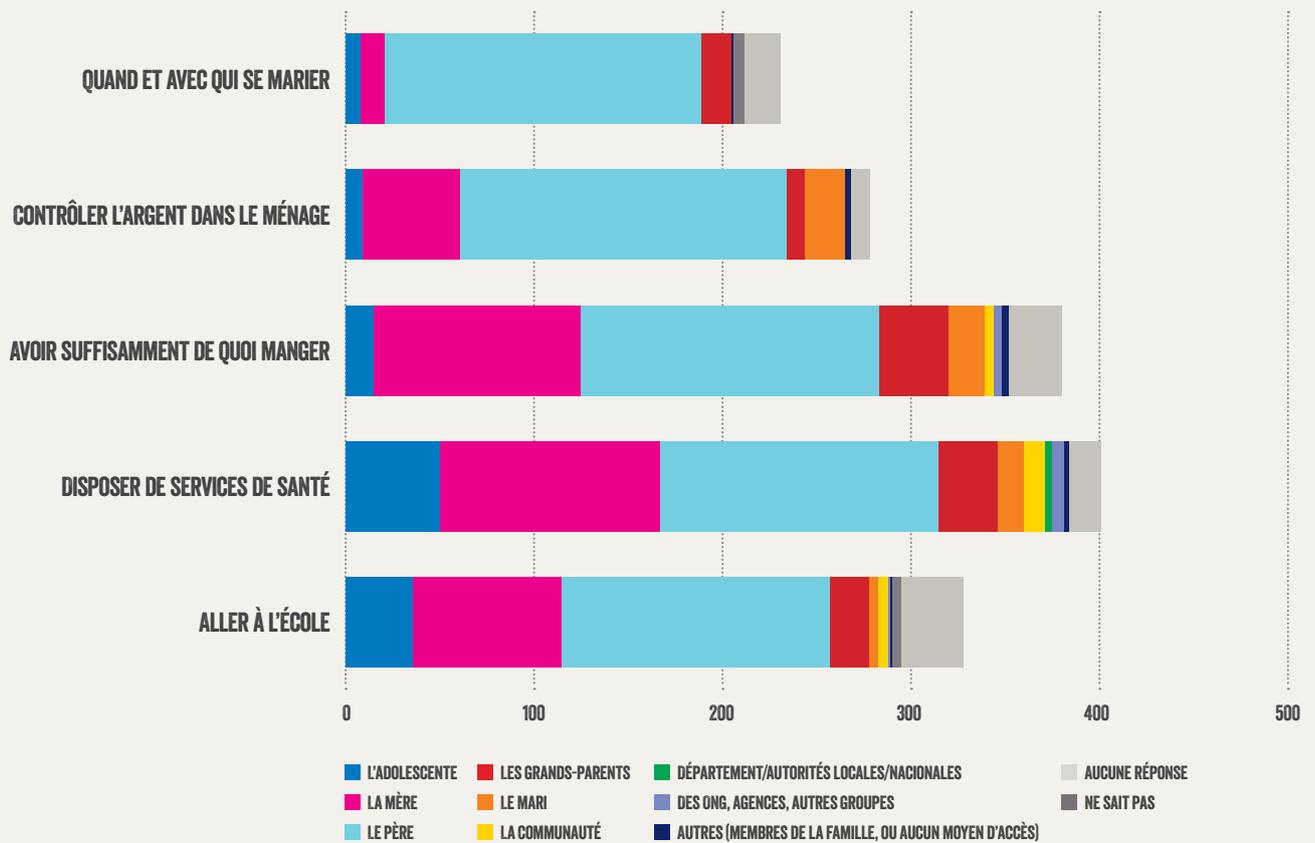
UNE FILLE DANS UN GROUPE DE DISCUSSION DE 15 À 19 ANS À GOURMA RHAROUS, AU MALI

Au Mali, des adolescentes plus âgées ont indiqué que les mariages précoces étaient un problème et qu'elles se tournaient vers leur mère pour de l'aide, bien qu'elles n'étaient pas sûres de pouvoir en obtenir. Le manque de pouvoir et d'écoute n'est pas un obstacle qui ne concerne que les adolescentes : des femmes plus âgées ont expliqué qu'elles aussi n'étaient pas en mesure de changer les choses. Elles devaient convaincre leur mari de discuter des questions qui les préoccupaient, et c'étaient les hommes qui prenaient les décisions. Il y a toutefois des exceptions, a indiqué un chef à Gourma-Rharous, parlant d'un groupe de femmes qui se charge de l'éducation des filles : « Hier, elles ont organisé une réunion pour les sensibiliser au planning familial ».

Des jeunes femmes à Diré ont déclaré que le mariage ne devrait pas nécessairement mettre un terme à leur éducation, bien que sa poursuite dépende de l'approbation de leur mari : « Les autorités doivent penser à l'avenir des filles qui souhaitent étudier ». Toutefois, elles ont également souligné que les autorités estiment que la place d'une femme est à la maison, mariée ou se préparant à se marier, et que le rôle d'une fille est de s'occuper du ménage.

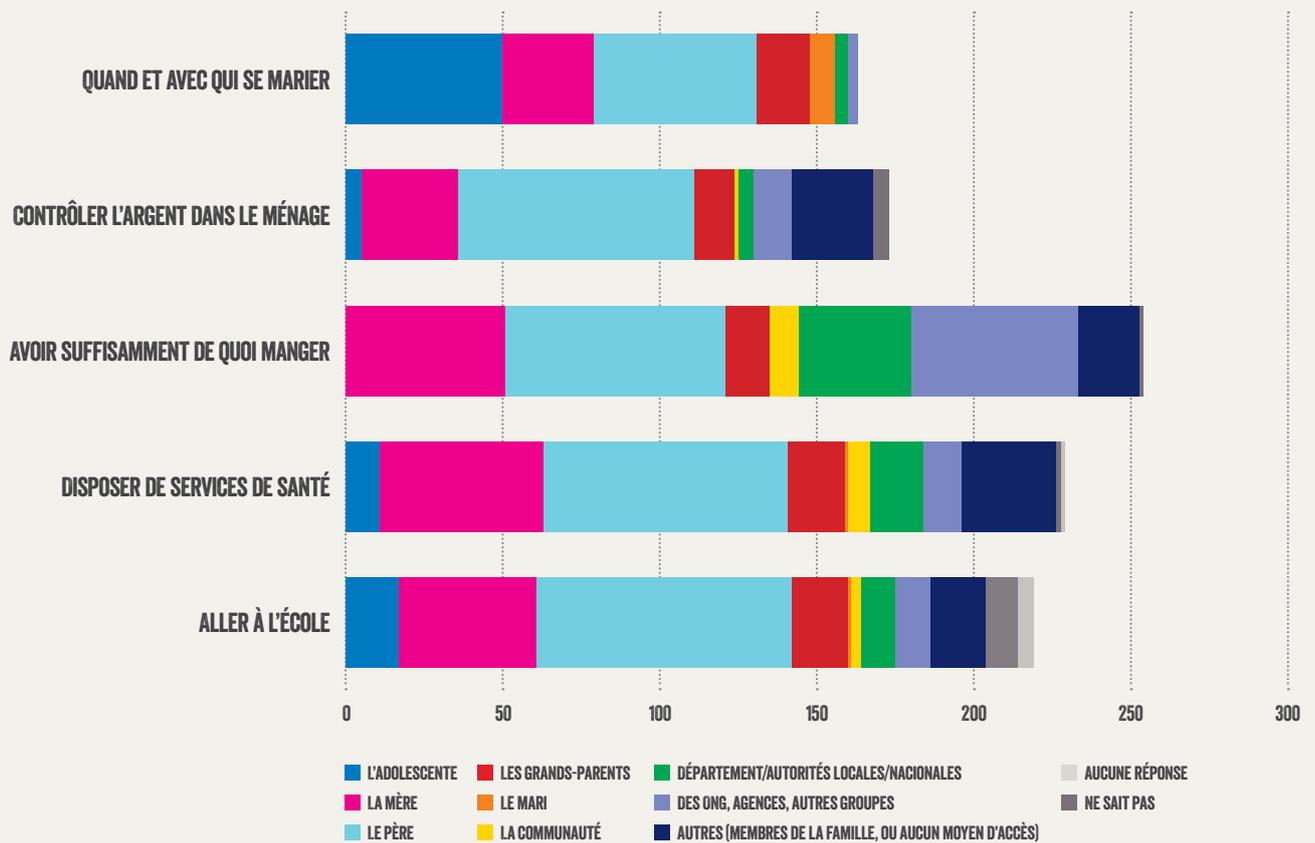
QUI PREND LES DÉCISIONS SUR LA VIE DES FILLES

AU MALI



QUI PREND LES DÉCISIONS SUR LA VIE DES FILLES

AU BURKINA FASO





Ammi, âgée de 12 ans, suivant l'enseignement dispensé dans une école temporaire gérée par Plan International.

(©Plan International)

Obéissantes, respectueuses, invisibles : les règles qui régissent la vie des filles

« Selon la société, le rôle d'une fille consiste à s'occuper de son foyer. »

UNE FILLE DANS UN GROUPE DE DISCUSSION DE 15 À 19 ANS À DIRÉ, AU MALI

Ce qui ressort clairement de l'étude menée au Burkina Faso et au Mali, c'est que ce sont principalement les règles régissant leur communauté et leur quotidien depuis des générations qui décident du sort des adolescentes en période de crise. Les conflits, ainsi que les impacts de l'intensification de la pauvreté, ne font qu'empirer les choses, mais les inégalités de genre sous-jacentes sont toujours les mêmes.

Connaître sa place

« La différence est qu'ici, les garçons n'ont pas pour rôle traditionnel d'assumer les corvées ménagères comme les filles, alors que ces dernières travaillent dans les champs ET exécutent les tâches ménagères. »

UN MAIRE, AU BURKINA FASO

Tout au long de l'étude, les différences entre ce que les filles pouvaient et devraient faire par rapport aux garçons étaient extrêmement claires. Les filles ont observé et expliqué les différences :

« Eh bien, ici, je trouve que les filles travaillent mieux que les garçons à la maison et à l'école, ce n'est pas la même chose. À la maison, les filles font la vaisselle, nettoient, cuisinent, je peux dire que les filles font tout dans la maison. [Question : Et les garçons ?] Ça dépend de leur mère, s'ils la craignent, ils iront travailler, sinon... »

UNE FILLE DE 15 ANS DÉPLACÉE DANS SON PROPRE PAYS À TOUGAN, AU BURKINA FASO

Les filles reconnaissent que les responsabilités domestiques perturbent souvent leurs études, mais ce n'est pas ainsi que le perçoit un chef de village à Gourma Rharous : « Les filles de 10 à 19 ans ne font pratiquement rien en dehors des corvées ménagères. Les garçons vont à l'école, ils travaillent dans l'agriculture et occupent de petits emplois ».

D'autres leaders communautaires semblaient très peu connaître la réalité de la vie des filles. À Tougan par exemple, où toutes les adolescentes plus âgées interrogées ont indiqué aller travailler dans les villes en tant que bonnes lors des vacances scolaires, un leader communautaire a expliqué : « Si elles ne vont pas à l'école, elles sont à la maison, [...] elles participent aux tâches ménagères. Dans notre communauté, aucune fille ne part en quête de moyens de subsistance, elles vendent souvent des marchandises seules ou avec quelqu'un pour avoir de l'argent et répondre à certains de leurs besoins et, pendant la saison des travaux dans les champs, elles demandent à venir aider leur famille aux champs ».

Les filles sont timides ...

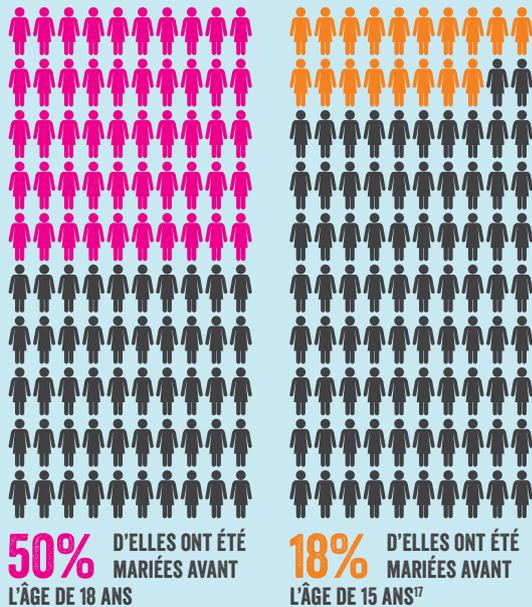
Les qualités encouragées chez les filles ont tendance à être l'obéissance et le respect. Une adolescente de 17 ans estimait que les gens l'aimaient bien, « car elle respecte ses parents, elle les aime, elle les aide et elle leur obéit ». Ironiquement, les résultats de telles attentes à l'égard des comportements des filles ne sont pas nécessairement appréciés : « Les filles sont timides, il faut les secouer et les motiver. Elles ont du mal à prendre des décisions ; elles suivent toujours les décisions prises par leurs parents, alors que les garçons sont plus réactifs » Un chef de village à Gourma Rharous, au Mali.

Toutefois, la désobéissance, notamment quand elle est associée à la fréquentation de garçons, est unanimement condamnée par les parents. L'une des principales préoccupations est la grossesse en dehors du mariage : selon un père interrogé à Tougan, le fait que les adolescents, filles et garçons, aillent ensemble à l'école débouche sur des grossesses d'adolescentes, et c'est pour cette raison que ce n'est pas encouragé. Des mères à Tougan ont également expliqué que, selon elles, le couvre-feu était bénéfique pour certaines filles : « Je pense que cela permet d'en remettre certaines sur la bonne voie, car elles avaient l'habitude de porter des vêtements extravagants pour aller faire d'autres choses qu'étudier, alors je pense que c'est une bonne chose. Pour celles qui savent ce qu'elles veulent faire et qui sortaient pour aller étudier, c'est dommage, mais c'est très bien pour celles qui allaient flâner la nuit ».

LE MALI A L'UN DES TAUX DE MARIAGE D'ENFANTS LES PLUS ÉLEVÉS AU MONDE



DES FEMMES ÂGÉES DE 20 À 24 ANS



En temps de crise, l'accès limité à une éducation de qualité et à des opportunités d'emploi accroît la prévalence des pratiques généralement acceptées, telles que les mariages d'enfants précoces et forcés. L'impact sur l'avenir des filles est énorme et, bien qu'elles soient souvent mariées afin de les protéger contre la violence,¹⁸ certaines études indiquent que cela peut les y exposer davantage.¹⁹

Je suis contre le changement ...

L'étude montre clairement qu'un grand nombre d'hommes, dont ceux qui occupent des positions d'autorité, sont peu enclins à adopter un changement donnant aux filles et aux jeunes femmes plus de liberté :

« Les filles ici ont tendance à devenir modernes : elles ressemblent aux filles des grandes villes. Je suis pessimiste, je suis contre le changement. Souvent, elles n'ont aucun respect. Pour les mettre en sécurité, il faut être rigoureux, les conseiller et les surveiller. »

UN CHEF DE VILLAGE À GOURMA RHAROUS, AU MALI

Les mêmes attitudes ont émergé au Burkina Faso :

« Pourquoi les filles ne peuvent-elles pas continuer comme avant ? Aujourd'hui, elles n'écoutent pas. Elles disent que c'est ringard et qu'elles veulent aller à l'école... Ce serait mieux qu'elles écoutent. Avant, il suffisait de ne dire les choses qu'une seule fois, et elles obéissaient. »

UN PÈRE À TOUGAN, AU BURKINA FASO

Un autre homme a déclaré : « Dans nos sociétés, une fille n'était pas autorisée à aller à l'école, seuls les garçons y allaient. Les filles n'avaient pas ce droit. Mais aujourd'hui, elles sont libres de faire ce qu'elles veulent à propos de l'école. L'aspect de la santé, également l'accès au centre de santé, aux hôpitaux..., le planning familial, d'une certaine façon, c'est pour éviter qu'elles ne tombent enceintes, mais [cela] a ouvert la voie vers la délinquance ».

Tous les adultes ne sont pas contre le changement ou les droits des filles. Un homme représentant d'une mairie au Mali était optimiste : « J'espère que l'État rétablira des services essentiels, la paix et la cohésion, afin de changer l'avenir des filles de manière positive. Tout d'abord, il s'agit d'instaurer la paix et la stabilité pour fournir de meilleurs services tels que l'école, la santé et la protection des filles ».



Djeba était une étudiante brillante qui avait de grandes ambitions pour son avenir, mais à 14 ans, elle a été mariée par sa famille à un homme qui avait 17 ans de plus qu'elle.

(©Plan International)



Sounounkou, âgée de 13 ans, avec sa grand-mère chez elles, dans la région de Koulikoro, au Mali.

(©Plan International)

LES FILLES VEULENT GAGNER DE L'ARGENT

Plus d'un tiers des filles au Mali et au Burkina Faso, respectivement 37 % et 34,4 %, ont déclaré travailler pour gagner un peu d'argent. La crise compromet leur indépendance, car l'insécurité entrave leur capacité à faire du petit commerce.

« C'est difficile pour les adolescentes [de faire du petit commerce], car certaines d'entre elles allaient travailler dans les marchés des villages, parce qu'ici, il n'y a pas suffisamment de travail. [...] Ainsi, elles sont obligées de sortir, mais avec l'insécurité, elles ne peuvent plus vendre dans les villages. »

DES MÈRES À TOUGAN, AU BURKINA FASO

Les risques d'attaques perturbent les marchés locaux : souvent, ni les femmes et les filles qui vendent qui font du petit commerce sur les marchés ni leurs clients ne sont en mesure de s'y rendre.

« Notre marché hebdomadaire est le dimanche. Mais quand il y a des attaques, personne n'y vient. Nous devons attendre que la situation s'apaise. Mais entre-temps, comment pouvons-nous survivre ? »

UNE FILLE DANS UN GROUPE DE DISCUSSION DE 15 À 19 ANS À GOURMA RHAROUS, AU MALI

C'est une question majeure, et le manque de moyens de subsistance exerce une pression supplémentaire sur les adolescentes. Cela augmente leur risque d'être exploitées sexuellement et d'adopter des comportements dangereux pour avoir de quoi manger.

« Certaines (filles) font ça. Il ne vous plaît pas, mais comme vous avez besoin d'argent, vous le suivez. Les garçons, non, il n'y a pas de garçons qui font ça. »

UNE FILLE DE 15 ANS DÉPLACÉE DANS SON PROPRE PAYS À TOUGAN, AU BURKINA FASO

Perspectives d'avenir

« Je veux finir mes études, devenir une grande patronne et avoir des voitures et un téléphone. »

UNE FILLE DE 13 ANS À BANDIAGARA, AU MALI

Nombre des filles interrogées avaient de l'ambition pour elles-mêmes et pour les autres. Une autre fille de 13 ans de Bandiagara nous a confié : « Je veux étudier pour devenir une personne avec de grandes responsabilités et m'occuper de mon village ». Le désir d'aider a été exprimé par une autre fille du même village, qui veut : « devenir femme entrepreneure pour aider ma communauté », ainsi que par deux filles de 15 ans à Bankass, qui souhaitent devenir médecin, « pour aider ma communauté ». La plupart des filles ont déclaré qu'elles voulaient être médecin, enseignante ou femme d'affaires prospère. À Gourma Rharous, où trois filles ont expliqué qu'elles voulaient faire des études pour devenir médecin, aucune n'allait à l'école en raison de la crise. La crise entrave leurs opportunités, mais les filles se tournent vers l'avenir, aspirant aux types de carrières dans lesquelles un haut niveau d'éducation est essentiel. Ces ambitions montrent la grande résilience des jeunes et leur besoin d'être soutenus.

ESPOIR ET RÉSILIENCE : VERS UN AVENIR MEILLEUR

Jour après jour, les adolescentes font face à la situation dans laquelle elles se trouvent. Elles nourrissent de l'espoir pour l'avenir et ont des propositions et des stratégies pour améliorer leur quotidien.



Éducation

Les filles veulent aller à l'école. *Non seulement l'éducation leur donne la possibilité d'avoir un emploi meilleur, mais elle leur donne également accès à des informations de santé cruciales et leur fournit un soutien par les pairs ainsi qu'un certain niveau de protection contre les mariages précoces et les grossesses.*

Comprenant que leur avenir repose sur la manière dont leurs parents considèrent la scolarité, elles ont souligné que les parents doivent être éduqués également et qu'il faut leur faire comprendre l'importance de permettre à leurs filles d'aller à l'école et de terminer leurs études.



Acteurs du changement

Les filles s'appuient sur leurs parents ou leur mari pour soutenir leur éducation, et elles ont besoin que les autorités appliquent les lois qui sont censées les protéger. Dans certains villages, le maire semblait représenter l'autorité et la source d'appui principale : *« Seul le maire peut nous aider à vivre dans des conditions favorables »* (Une fille de 14 ans à Gourma Rharous, au Mali). Pour obtenir des informations, les filles comptent également sur les ONG et sur les services sociaux du gouvernement tels que ceux fournis par le ministère de l'Action sociale au Burkina Faso, où les adolescentes se rendent parfois pour signaler des actes de violence.



Technologie

En l'absence d'écoles et d'accès à des centres de santé, certaines filles utilisent des téléphones intelligents et des télévisions pour trouver les informations dont elles ont besoin, ainsi que pour garder un contact avec le reste du monde. Une fille déplacée dans son propre pays, à Tougan au Burkina Faso, s'est exprimée ouvertement au sujet des différents contraceptifs qu'elle connaissait : *« Il existe des méthodes de contraception telles que l'injection, la pilule pour ne pas tomber enceinte. Nous pouvons voir ces informations à la télévision »*. Une fille de 17 ans à Gourma Rharous a expliqué qu'elle avait obtenu des informations sur les rapports sexuels et sur la contraception auprès de ses frères et sœurs plus âgés ou d'amies, et en utilisant des téléphones intelligents.



Appui aux formations et aux moyens de subsistance

À propos de ce qui pourrait être fait en soutien aux filles à Gourma Rharous, une fille de 14 ans a répondu : *« Aidez-nous à vendre nos marchandises. Nous n'avons rien à faire, et les filles ici économisent pour préparer leur mariage »*. Les filles accordent de la valeur à l'entrepreneuriat, et une fille de 18 ans de la même zone a déclaré souhaiter obtenir de l'aide pour ouvrir son propre salon de coiffure. Elles ont besoin de formations et de conseils sur les affaires et le marketing, pour les aider à vendre des marchandises, et de la sécurité pour pouvoir le faire sans danger.



Gagner sa vie

Dans de nombreuses régions, les filles travaillent hors de chez elles, généralement comme bonnes pour des familles riches ou en cuisinant et en vendant des aliments – un mécanisme de survie majeur qui illustre l'énergie et les capacités des filles en matière d'indépendance.



Abbiatou, âgée de 14 ans, avec les feuilles qu'elle recueille avec sa grand-mère au Mali.
(©Plan International)

« S'il y a de la nourriture et de l'argent, nous ne sommes plus fatiguées, c'est ce qui peut améliorer notre vie »

UNE FILLE DU GROUPE DES 10 À 14 ANS À TOUGAN, AU BURKINA FASO

CONCLUSION

L'étude montre très clairement que les problèmes soulevés sont étroitement liés entre eux. Ni la vie des filles ni les comportements et les actes de leurs familles et communautés ne peuvent être compartimentés. La pression sur les familles lorsque l'eau et la nourriture se font rares peut influencer sur la discrimination de genre préexistante. Ces problèmes et celui de la pauvreté entraînent la déscolarisation des filles. En raison de l'insécurité et des conflits, il est encore plus difficile de gagner sa vie. Les filles sont exposées à la violence, tant chez elles qu'en dehors, et elles doivent lutter avec une détermination encore plus vigoureuse pour éviter les mariages d'enfants et les grossesses précoces.

Tout ceci indique clairement que les réponses élaborées par les gouvernements et les groupes d'intervention humanitaires internationaux doivent être reliées entre elles et coordonnées de manière similaire. Le changement, si l'on souhaite qu'il soit transformateur plutôt qu'un colmatage superficiel des vulnérabilités profondément ancrées, doit reposer non seulement sur l'expertise des gouvernements et des agences extérieures, mais également sur les capacités et l'action des communautés impliquées. Il s'ensuit que toute mesure prise en vue d'améliorer la vie des filles dans une crise prolongée doit tenir compte des intérêts, des voix et des expériences des adolescentes elles-mêmes – souvent réduites au silence par des sociétés qui accordent très peu de valeur à leurs capacités et limitent leurs opportunités.



De manière spécifique, les filles ont besoin d'être sûres d'elles et rassurées et, par-dessus tout, elles ont besoin de l'éducation pour avancer. [...] les garçons sont plus libres dans leurs actions et leurs décisions. Ce n'est pas le cas des filles.



**UN LEADER COMMUNAUTAIRE
AU BURKINA FASO**



Rokia, âgée de 14 ans, fait la vaisselle chez elle dans la région de Koulikoro, au Mali.

(©Plan International)

RECOMMANDATIONS

Les adolescentes ont besoin d'être protégées contre la prévalence de l'insécurité et de la violence fondée sur le genre. Pour elles, les processus de consultation, l'éducation, les opportunités de subsistance, l'accès à des services de santé, des mesures concrètes en matière de nourriture et d'eau, et des bicyclettes sont les priorités pour améliorer leur quotidien. Elles font très clairement preuve d'un esprit pratique et d'une compréhension tangible de l'impact de la pauvreté sur leur vie et leurs perspectives. C'est le manque d'argent, les opportunités limitées – tant pour elles-mêmes que pour leurs parents – et la violence environnante qui déterminent actuellement leur avenir :

« C'est l'argent et la sécurité qui peuvent améliorer la vie des gens. Et si nous avions des robinets, ça pourrait nous aider. »

DES FILLES DU GROUPE DES 10 À 14 ANS À TOUGAN, AU BURKINA FASO

Les recommandations qui suivent s'appuient sur ce que les adolescentes ont confirmé concernant leurs priorités, et reposent explicitement sur leurs droits, leurs besoins et la réalité de leur vie.



Yassa, âgée de 13 ans, à son école, dans la région de Koulikoro, au Mali.

(©Plan International)

RECOMMANDATIONS RECOMMANDATIONS RECOMMANDATIONS RECOMMANDATIONS RECOMMANDATIONS RECOMMANDATIONS RECOMMANDATIONS RECOMMANDATIONS RECOMMANDATIONS RECOMMANDATIONS

LES FILLES VEULENT ÊTRE EN SÉCURITÉ

L'INSÉCURITÉ DEMEURE LE PLUS GRAND DÉFI À RELEVER

- Toutes les parties doivent immédiatement veiller au respect du droit international humanitaire et, en particulier, les gouvernements des pays du Sahel doivent honorer leurs engagements relatifs aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et respecter les obligations des traités internationaux applicables en faveur de la prévention, de la protection ainsi que de l'élimination de la violence fondée sur le genre, de la violence sexuelle en période de conflit, et d'autres formes de violence à l'égard des filles et des jeunes femmes.
- Les parties au conflit doivent permettre à l'aide humanitaire d'accéder aux populations touchées et de travailler à la prévention des violations graves infligées aux enfants en temps de conflit. Les Nations Unies et leurs États membres doivent fournir suffisamment de ressources pour assurer la protection des enfants dans la région, notamment des conseillers en protection des enfants dans les opérations de maintien de la paix.
- Tous les gouvernements impliqués au Sahel doivent privilégier des mesures visant à réduire l'insécurité et à instaurer une paix durable pour les populations les plus affectées, y compris les adolescentes. Cela revient à focaliser les efforts sur l'accès aux services, aux droits et aux dispositifs de protection et à traiter les causes profondes et les facteurs des conflits, y compris la mauvaise gouvernance, l'instabilité politique et économique, les inégalités et la discrimination de genre, ainsi que le non-respect des droits humains. Les mécanismes d'application des lois et de signalement de violations doivent être en place, ainsi que les efforts en faveur d'un changement des attitudes et des comportements dans les familles et les communautés afin que soit promue la sécurité des filles et des jeunes femmes au sens le plus large, couvrant tous les aspects de leur vie. Les initiatives d'instauration de la paix, à tous les niveaux, doivent tenir compte des voix et des intérêts des adolescentes.

« Ces situations m'ont beaucoup affectée, cela a bouleversé ma vie au niveau de mon éducation et de ma santé. Ces situations ont eu un impact sur l'ensemble de notre communauté. »

UNE FILLE DE 13 ANS À BANDIAGARA, AU MALI

Sarata, âgée de 14 ans, et sa mère vivent dans un camp de personnes déplacées internes.

(©Plan International)



LES FILLES VEULENT RESTER À L'ÉCOLE

L'ACCÈS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ ET SÛRE À TOUS LES NIVEAUX DOIT ÊTRE UNE PRIORITÉ

- Les gouvernements doivent prendre des mesures concrètes pour prévenir les attaques contre les établissements d'enseignement, les élèves et les enseignants, et pour s'y préparer. Il s'agit notamment d'un engagement continu à mettre en œuvre la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, qui vise à protéger les écoles, les élèves et les enseignants, ainsi que les universités, contre les pires effets des conflits armés. Il est essentiel que cet engagement reconnaisse et tienne compte des dimensions de genre des attaques sur l'éducation : avec la fermeture des écoles, les filles sont davantage exposées au risque de ne pas reprendre leur éducation.
- Les donateurs doivent privilégier des financements en faveur de l'éducation des filles au Sahel. Il s'agit notamment de consacrer les financements aux mesures visant à surmonter les barrières fondées sur le genre qui entravent l'accès à l'éducation. Il est également important que l'éducation dans les situations d'urgence ouvre la voie et établisse un relais vers une éducation à plus long terme, surtout pour les filles confrontées à des obstacles liés au genre dans la poursuite de leur éducation après les fermetures d'écoles, y compris en facilitant le retour à l'éducation des adolescentes mères ou qui sont enceintes.
- Les ministères de l'Éducation doivent s'assurer que les plans d'éducation nationale tiennent compte des questions de genre et privilégient l'éducation des adolescentes, notamment des filles déplacées. Cette démarche pourrait inclure : l'apport d'un appui aux parents afin qu'ils soutiennent l'éducation des filles et en comprennent l'importance, la garantie de la disponibilité de moyens de transport sûrs vers et depuis l'école, et l'utilisation de technologies – télévision et smartphones – à des fins éducatives, en les rendant abordables et en s'assurant que les filles sont capables de les utiliser.

« Il y a la pauvreté, qui empêche certains de payer les frais de scolarité. À cause des terroristes, d'autres ne peuvent pas aller à l'école. L'école est éloignée, et certains n'ont pas de bicyclettes pour y aller ... »

UNE FILLE DANS UN GROUPE DE DISCUSSION DE 10 À 14 ANS À TOUGAN, AU BURKINA FASO



LES FILLES SONT LIMITÉES PAR LES ATTENTES DE LEURS COMMUNAUTÉS

LES NORMES SOCIALES ET DE GENRE NÉFASTES ENTRAVENT LES LIBERTÉS DES ADOLESCENTES

- Tous les acteurs doivent reconnaître et prendre des mesures afin de **lutter contre les normes sociales et la discrimination liées au sexe et à l'âge**. Il est nécessaire d'investir dans la mise en œuvre d'interventions de programmes ciblées et spécifiques au contexte qui cherchent à **identifier, remettre en cause et traiter les attitudes discriminatoires et les normes néfastes liées au genre** et à façonner positivement l'égalité de genre. Il s'agit notamment de soutenir un changement des attitudes et des comportements en mobilisant les communautés et en travaillant avec les garçons adolescents et les hommes afin de remettre en cause la masculinité néfaste et de faire d'eux des défenseurs des droits des filles.
- Les donateurs et les acteurs humanitaires doivent s'assurer que les financements et les interventions visant à répondre aux besoins humanitaires immédiats des filles et des jeunes femmes **sont reliés et contribuent aux efforts à plus long terme visant à renforcer la résilience et à traiter les causes profondes des inégalités de genre et de la violence fondée sur le genre**.

« *Ils estiment que la place d'une femme est à la maison, à se préparer à se marier un jour.* »

UNE FILLE DANS UN GROUPE DE DISCUSSION DE 15 À 19 ANS À DIRÉ, AU MALI

LES FILLES DOIVENT POUVOIR ACCÉDER À DES MOYENS DE SUBSISTANCE

LA CAPACITÉ DE GAGNER DE L'ARGENT ÉTAIT UNE FORTE PRIORITÉ POUR LES ADOLESCENTES INTERROGÉES

- Les gouvernements et l'ensemble de la communauté humanitaire, avec le soutien des donateurs, doivent **privilégier l'autonomisation économique des adolescentes et des jeunes femmes**, y compris l'accès à des moyens de subsistance et à des activités génératrices de revenus pour les jeunes femmes affectées par la crise. La pauvreté et le manque de moyens de subsistance font partie des causes profondes de la crise au Sahel, et **les gouvernements locaux et nationaux doivent reconnaître** l'importance de la pratique du petit commerce et de l'accès à des emplois décents en tant que composante essentielle de la protection des adolescentes. Leur absence expose les filles à des comportements risqués et encourage la migration.
- **Tous les acteurs, dont les ONG**, doivent soutenir les petites entreprises par des subventions, et des formations professionnelles destinées aux adolescentes doivent être organisées parallèlement à la scolarité formelle.
- **Les forces de sécurité** doivent s'attacher à maintenir les marchés ouverts et à permettre aux commerçants de se déplacer en toute sécurité.

« *Par-dessus tout, je souhaite que cette crise sécuritaire finisse très rapidement et, à l'avenir, je voudrais devenir une femme entrepreneure pour pouvoir aider ma communauté.* »

UNE FILLE DANS UN GROUPE DE DISCUSSION DE 15 À 19 ANS À BANDIAGARA, AU MALI

NOTES DE FIN DE DOCUMENT

1. <https://plan-international.org/file/29073/download?token=RlkhLLwf>
2. Morten Bøås, 2018. « Rival Priorities in The Sahel – Finding the Balance Between Security and Development ». L'Institut nordique pour l'Afrique (Nordiska Afrikainstitutet), Note politique n° 3:2018. <https://www.diva-portal.org/smash/get/diva2:1199056/FULLTEXT01.pdf>
3. Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, « Aggravation sans précédent de la situation dans le Sahel, l'ONU sonne l'alarme », 8 mai 2019, disponible à l'adresse : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Communiqu%C3%A9%20de%20presse%20-%20ONU%20Sahel%20-%20Aggravation%20sans%20pr%C3%A9c%C3%A9dent%20de%20la%20situation%20dans%20le%20Sahel%20l%27ONU%20sonne%20l%27alarme.pdf>, consulté le 11 novembre 2019.
4. OCHA, 2020. « Burkina Faso, Mali et Ouest du Niger : Aperçu humanitaire ». 24 février 2020. Disponible à l'adresse : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20200217_bfa_mli_ner_humanitarian_snapshot_fr.pdf
5. Données 2020 du HCR pour le Burkina Faso. Disponible à l'adresse : <https://data2.unhcr.org/fr/country/bfa> (consulté le 19 mai 2020)
6. Données 2020 du HCR pour le Mali. Disponible à l'adresse : <https://data2.unhcr.org/fr/country/mli> (consulté le 19 mai 2020)
7. OCHA, 2020. « Burkina Faso, Mali et Ouest du Niger : Aperçu humanitaire ». 24 février 2020. Disponible à l'adresse : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20200217_bfa_mli_ner_humanitarian_snapshot_fr.pdf (consulté le 21 avril 2020)
8. Ibid.
9. ACAPS, 2020. « Burkina Faso, Mali and Niger: Vulnerability to COVID-19 containment measures » (Burkina Faso, Mali et Niger: Vulnérabilité aux mesures de confinement du COVID-19. 29 avril 2020. Disponible à l'adresse : <https://www.acaps.org/country/burkina-faso/special-reports> (consulté le 5 mai 2020)
10. Plan International/Université de Monash, 2018. « Les filles dans la crise : expériences du risque et de la résilience dans trois situations humanitaires ».
11. « Living Under Lockdown » (Vivre en confinement). Plan International, 2020
12. UNICEF, « Child protection from violence, exploitation and abuse » (Protection des enfants contre la violence, l'exploitation et les abus). https://www.unicef.org/protection/57929_58001.html (consulté le 21 mai 2020)
13. UNESCO, 2015. « Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous », https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000233557_fre (consulté le 17 avril 2020)
14. FNUAP, 2015. « Girlhood, not motherhood: Preventing adolescent pregnancy » (Des jeunes filles, pas des jeunes mères : prévention des grossesses d'adolescentes), p. 10. https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Girlhood_not_motherhood_final_web.pdf
15. Comité international de secours, 2014. « Are We Listening? Acting on Our Commitments to Women and girls Affected by the Syrian Conflict ». http://gbvresponders.org/wp-content/uploads/2014/10/WPE-Syria-Report_AreWeListening.pdf
16. J. Morgan, 2016. « Famille, honneur et rêves brisés : le cas des filles-épouses au Mali, au Niger et au Sénégal ». Dakar : Plan WARO.
17. UNICEF, 2019. Données sur les mariages d'enfants. <https://data.unicef.org/topic/child-protection/child-marriage/>
18. Filles, pas épouses, 2016. « Le mariage des enfants en contextes humanitaires ». https://www.girlsnotbrides.org/wp-content/uploads/2016/06/Girls-Not-Brides_Child-marriage-in-humanitarian-settings_FR.pdf
19. R. Kidman, 2017. « Child marriage and intimate partner violence: a comparative study of 34 countries », *International Journal of Epidemiology*, Volume 46. 2e édition : pp. 662-675.

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rédigé par Sharon Goulds. Il est basé sur un rapport émanant de Virginie le Masson, Maureen Fordham et Isobel Fergus, et a bénéficié de la collaboration de John Twigg et Punam Yadav, auteurs.

Il s'agit du prolongement d'une œuvre dirigée précédemment par le Centre de Monash University pour le genre, la paix et la sécurité (GPS), qui a institué et contribué à la réalisation de travaux considérables et a édifié une base solide pour leur perpétuation.

En premier lieu, les auteurs souhaitent remercier bien sincèrement les adolescentes et les adolescents, leurs parents et leurs tuteurs, les leaders communautaires et les partenaires des ONG qui ont participé à la recherche.

Les auteurs expriment leur gratitude aux membres des équipes de partenaires au Burkina Faso et au Mali : Soumana Thienta, Mohamed Aly Cissé, Yaya Fomba et Ahmed Keita de Plan International au Mali, et Claude Kane, Boubie Bako, Zié Ibrahim Ouattara et Bruno Simpore de Plan International au Burkina Faso. L'équipe du FNUAP au Burkina Faso – Dalomi Bahan, Florent Somda et George Rouamba. Ainsi que Aisling Corr chez Plan International Incorporated.

Les auteurs souhaitent également remercier ceux qui se sont chargés de la collecte de données :

Au Mali : Fatoumata Dembele, Sory I. Coulibaly, Fatoumata Ouologuem, Safiatou Cissé, Boubacar Diallo, Cheick AT. Konake, Belmo Tembeley, Aboubacar Sissoko, Habibatou Maiga, Assetou Kanouté, Abdoulaye Maiga, Tidiani Diarra, Dramane Cissé, Mariam Abdoulaye, Kadidia Akouloum, Mahamane Abdoulaye, Mahamane Alhousseiny, Alassane Maiga, Fatouma Toure et Mariam Wangara.

Au Burkina Faso : Safiatou Pitroipa, Cécile Maneghrénoma Nana, Christine, N'Bonouhan Gnomou, Marie Ilboudou, Roseline Reine Thala Soma, Martine Diasso, Shabrai Ki, Habibou Diasso, Sonia Marie Janice Bassano, Mamounata Balima, Hamidou Zan, Raphaël Sawadogo, Issiaka Sidibe, Michael Alain Wendyiida Zoure, Sidiki Aboubacar Sié Traore, Fernand Ouegraogo, Salifou Ouedraogo et Pascal Baro.

Ainsi que ceux qui ont fourni des commentaires précieux sur ce rapport : Gabrielle Cole et Lucy Barnett de la plateforme régionale de l'Afrique occidentale et centrale. Katherine Philipps chez Plan International Australie. Iben Rasmine Østergaard Marcussen, Aracely Jimenez Andersen, Sarah Goyens et Birte Torp Pederson chez Plan International Danemark. Eirin Hollup Broholm et Katja Jezkova Isaksen chez Plan International Norvège. Alba Cuedro et Violeta Castaño chez Plan International Espagne. Plan International Incorporated : Jacqueline Gallinetti, Samantha Deb, Aisling Phelan, Alison Wright, Danny Plunkett, Colin Rogers et Andrea Núñez-Flores Rey, pour leurs précieuses contributions au présent rapport. Nous exprimons également notre reconnaissance à Plan International Danemark et Plan International Suède pour leurs contributions financières.



Yassa, âgée de 13 ans, avec sa grand-mère chez elles, dans la région de Koulikoro, au Mali.
(©Plan International)



Photo de couverture: Rokia, âgée de 14 ans, fait la vaisselle chez elle dans la région de Koulikoro, au Mali. ©Plan International

Mise en page: Out of the Blue Creative Communication Solutions – www.outoftheblue.co.za

Nous n'avons pas pris de photos au cours de ces travaux de recherche.

À propos de Plan International

Plan International s'efforce de promouvoir les droits des enfants et l'égalité des filles partout dans le monde. Nous reconnaissons le pouvoir et le potentiel de chaque enfant. La pauvreté, la violence, l'exclusion et la discrimination entravent cependant ceux-ci. Et les filles sont les plus touchées. Plan International travaille aux côtés des enfants, des jeunes, des militants et des partenaires pour lutter contre les causes profondes de la discrimination à laquelle sont confrontés les filles et les enfants vulnérables. Nous soutenons les droits des enfants, de leur naissance jusqu'à l'âge adulte, et leur permettons de se préparer aux crises et à l'adversité et d'y faire face. Nous suscitons des changements dans la pratique et en politique, tant aux niveaux mondial et national que local en mettant à profit notre assise, notre expérience et nos connaissances. Depuis plus de 80 ans, l'organisation forge des partenariats solides en faveur des enfants ; elle est aujourd'hui présente dans plus de 75 pays.

Plan International

Siège international
Dukes Court, Duke Street, Woking,
Surrey GU21 5BH, Royaume-Un

Tel: +44 (0) 1483 755155

Fax: +44 (0) 1483 756505

E-mail: info@plan-international.org

plan-international.org

Published in 2020. Text © Plan International

-  facebook.com/planinternational
-  twitter.com/planglobal
-  instagram.com/planinternational
-  linkedin.com/company/plan-international
-  youtube.com/user/planinternationaltv